

Synthèse des 5^{es} Assises nationales du développement durable

réalisée par Pascal Canfin, Laurent Jeanneau, Marjolaine Normier,
journalistes à *Alternatives Economiques*

« Changer notre système de valeurs »

La crise actuelle offre la possibilité de changer de système de valeurs. Changer ce qui fait sens et ce qui entre dans les comptes. Voilà la colonne vertébrale du projet de changement social qui ressort des Assises nationales du développement durable.

Les Assises nationales du développement durable l'ont à nouveau martelé : il y a urgence à agir. Si l'on veut éviter les pires dérèglements climatiques, il reste sept ans à l'humanité pour organiser la division de moitié de ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Malgré le protocole de Kyoto, nous n'en prenons pas du tout le chemin puisque ces émissions ont atteint un niveau record en 2007, en augmentation de 1,06 % par rapport à 2006.

Nous devons donc inverser rapidement la tendance. « *Sommes-nous capables d'une transformation radicale dans un cadre démocratique ?* » C'est la question posée par Lester Brown, fondateur du Worldwatch Institute, au début de ces Assises. « *Nous devons avoir le modèle de l'économie de guerre en toile de fond pour penser la crise* », analyse l'économiste Bernard Perret, citant l'exemple des Etats-Unis qui ont été capables en 1941 de convertir leur industrie en quelques mois en interdisant, par exemple, la production de voitures au profit des tanks. Mais quel sera l'événement qui déclenchera cette transformation radicale comme l'attaque de Pearl Harbor l'a fait en 1941 ? En faudra-t-il un, ou saura-t-on agir avant la « catastrophe » ? Sous réserve que celle-ci ne soit pas déjà arrivée. Car à en croire Jean Fabre, ancien directeur adjoint du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), « *nous sommes déjà entrés dans l'état de catastrophe* ».

La revendication qui a traversé les Assises est la nécessité de changer de système de valeurs. En prenant le terme valeurs dans sa double acception de ce « qui fait sens » et de ce qui « entre dans les comptes ». « *La valeur a subi un coup d'Etat sémantique*, affirme le philosophe Patrick Viveret. *Force de vie, elle a été réduite à sa seule acception économique. Et ce rapt met en danger les principes mêmes de nos sociétés.* » Au moment où la « création de valeur pour l'actionnaire », slogan phare du capitalisme financier, a montré tous ses effets pervers, ce double questionnement est au cœur de l'actualité.

Gagner la bataille du désirable

Malgré la pression du discours publicitaire et du discours politique dominant qui, en temps de crise, tend à faire de la consommation un acte citoyen, les Français mettent à distance l'équation « consommer plus = vivre mieux ». Ainsi, 66 % des Français pensent qu'améliorer sa qualité de vie passe par une réduction de la consommation, selon une étude Ipsos réalisée en 2008. Pour autant, le développement durable n'a pas encore gagné la bataille du désirable. Selon une étude faite en octobre 2008 par le Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie (Cerphi) et présentée lors des Assises, les personnes sondées savent que demain sera différent d'hier en raison de la fin annoncée du pétrole et du changement climatique. Mais ils ne savent pas si ce sera pour le pire ou pour le meilleur. Ils attendent des promoteurs du développement durable une meilleure qualité de vie, mais refusent néanmoins de renoncer à certains acquis. Une tension que l'on retrouve dans l'enquête Ipsos : en cas de conflit entre la défense de l'emploi et la protection de l'environnement, 42 % des Français pensent que l'emploi doit être prioritaire sur l'environnement, et 23 % pensent le contraire. Dans une société partagée, qui peut progresser vers des valeurs moins consuméristes, comment conduire le changement ?

Des ateliers du parcours « Changeons de repères », il ressort la nécessité « *d'une philosophie joyeuse de la déconsommation pour montrer que consommer moins, c'est gagner en liberté. Comme arrêter de fumer* ». Le capitalisme s'est approprié le concept de liberté en le limitant à la liberté de consommer. Mais cette liberté partielle est aussi un asservissement. Comme le dit Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, « *les biens nous possèdent autant que nous les possédons* ». Par ailleurs, les producteurs subissent la détérioration de leurs conditions de travail pour satisfaire les « exigences » des consommateurs et de la société de consommation. Ainsi, Alexandre Epalle, en charge du développement durable du canton de Genève, reprend la définition de la liberté de la Déclaration des droits de l'homme – la liberté s'arrête où commence celle des autres – afin de mettre en lumière l'interdépendance des acteurs : « *Quand j'achète une chemise à 5 euros, c'est que la liberté des autres a été mise en jeu.* »

Pour changer de système de valeurs, peut-on compter sur l'humanité de l'homme ? Oui, répond Jean Aubin, chercheur à l'ONG Pekea : le développement durable implique que « *l'homme grandisse en humanité* ». Attention, répond le philosophe et psychanalyste Miguel Benasayag, « *le pollueur est aussi humain. L'homme n'est pas déterminé du bon côté* ». Et croire que face aux nouveaux défis planétaires nous serions tous sur le même bateau est, pour

lui, un leurre : « *Nous sommes bien sur la même mer, mais en train de nous battre depuis des bateaux différents.* » De plus, le fait de prendre conscience que notre mode de vie n'est pas soutenable ne conduit pas nécessairement à un changement positif : « *Consommer comme nous le faisons est un privilège. Or les hommes jouissent de leurs privilèges.* »

Enfin, mis en évidence par les réflexions construites lors du parcours « Changeons de repères », la transformation de notre système de valeurs pose la question de la différenciation sociale dans une société post-consumériste. Les objets que nous consommons sont des signes extérieurs de richesse qui nous différencient des autres. Comment assurer ce besoin de différenciation en dehors de la consommation de biens matériels ? Si le désir d'accumulation est inhérent à l'homme, ne vaudrait-il pas mieux qu'il accumule des liens plutôt que des biens ? Facebook permet de satisfaire notre besoin d'abondance sans nuire à la planète, en rendant possible « *l'accumulation d'amis virtuels* », a ironisé un étudiant lors des débats.

Compter autrement

Pour Patrick Viveret, « *nous sommes passés d'une société où ce qui était considéré comme ayant de la valeur n'avait pas de prix à une société où ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Ce retournement est au cœur de notre crise* ». Il faut donc revendiquer aujourd'hui « *le droit à compter autrement et le droit à ne pas compter* ».

Plusieurs pistes ont été avancées lors des Assises. En ce qui concerne les indicateurs de richesse tout d'abord : « *Le choix des indicateurs est tout sauf objectif, il révèle les valeurs que l'on se fixe* », avance Philippe Meirieu, professeur en sciences de l'éducation. « *Le produit intérieur brut (PIB) répond à tout sauf à l'essentiel* », ajoute Patrick Viveret. L'invention de nouveaux indicateurs ne doit pas être seulement un travail d'experts, mais aussi impliquer les citoyens, comme le montrent l'expérience du produit intérieur doux (PID), créé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, et celle menée par le Conseil de l'Europe (voir encadré).

La question des indicateurs croise celle du système comptable. Pour Hervé Juvin, économiste et président du cabinet Eurogroup Institute, la priorité est de « *bâtir un système de comptabilité qui prenne en compte les stocks de capital naturel et leur reproduction* ». Cette nouvelle comptabilité, accompagnée d'une modification du système de prix qui traduirait enfin les vrais coûts – sociaux et environnementaux – de la production, modifierait le comportement des entreprises – et donc des consommateurs. Rappelons, contre ceux qui voudraient nous faire croire que le marché est apolitique, que le prix est une construction sociale, tout comme le marché. Les prix sont « encastés » dans la société, ce qui entre ou non dans un prix relève du débat démocratique et non d'une logique strictement économique. Ainsi, internaliser dans le coût de production l'impact sur le climat est l'objectif d'une taxe énergie carbone, une nouvelle fois préconisée par ces Assises.

Penser un autre système de valeurs, c'est aussi reconsidérer la monnaie. En préconisant le développement de monnaies régionales en complément des monnaies officielles par exemple

(voir encadré), mais aussi en distinguant les « *euros superflus des euros vitaux* », comme le propose Vivian Labrie, une des fondatrices du Collectif pour un Québec sans pauvreté (voir encadré) : « *Non, 1 euro n'égal pas 1 euro. Sa valeur change selon qu'il va dans la poche d'un millionnaire ou dans celle d'un sans-domicile* », affirme-t-elle.

L'économie verte

Si le développement durable implique une transformation de nos institutions économiques, il nécessite également des entreprises qui acceptent d'en jouer le jeu. Or, dans le contexte de crise actuel, l'économie verte apparaît comme le gisement d'emplois numéro un des prochaines décennies. Par ailleurs, des entreprises prouvent d'ores et déjà que d'autres modèles économiques sont possibles... et rentables. Ardelaine a par exemple refusé de se développer à l'exportation pour des raisons écologiques. Plutôt que d'exporter sa laine vers l'Allemagne, cette coopérative a préféré ouvrir un musée pour développer le tourisme local et la production sur place. Ardelaine est ainsi une véritable « entreprise de développement local ». Botanic, entreprise dont le siège est à Archamps en Haute-Savoie, a fait des choix stratégiques en faveur du développement durable qui ont pu, à un moment donné, nuire à sa rentabilité à court terme (voir encadré).

Pour autant, ces exemples restent des exceptions, et les grandes entreprises continuent de chercher à rendre les normes publiques les moins contraignantes possibles, comme dans le secteur automobile en matière de CO₂. Pour aller au-delà des dispositifs actuels liés à la responsabilité sociale des entreprises, dont l'efficacité reste limitée, il faut instituer en droit la communauté de travail à côté de la société de capitaux (voir « Les préconisations »).

Les limites de la technique

Les Assises ont également pointé l'intérêt et les limites de la technique au service du développement durable. Les *cleantechs*, ces nouvelles technologies « propres », représentent des secteurs économiquement porteurs. Bruno Allenet, président du pôle de compétitivité rhônalpin Axelera et directeur régional du groupe Suez, considère que l'émergence de la chimie-environnement est l'avènement d'un « *nouveau paradigme* ». « *Dans le contexte de crise, les cleantechs se portent mieux que le reste de l'économie* », confirme Karine Montagne, directrice du *cluster* Rhône-Alpes spécialisé dans les économies d'énergie qui rassemble 90 sociétés. « *L'écologie n'est pas seulement un combat idéologique, ajoute-t-elle, elle a complètement rejoint le champ de l'économie.* » Un secteur d'avenir, donc, à condition de former suffisamment de gens à ces nouvelles compétences. Le pôle de compétitivité Tenerrdis est en effet confronté à des problèmes de recrutement et a lancé une étude prospective pour définir précisément ses besoins en matière de formation.

Même si nous sommes peut-être à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle, la technique seule ne peut nous sortir de la crise. Prenons l'exemple des transports et de la ville. Des voitures sans CO₂ ne résolvent pas le problème des heures perdues dans les embouteillages. Et

le prolongement des lignes de transport en commun contribue à l'étalement urbain et favorise l'augmentation du prix de l'immobilier, ce qui renvoie les « pauvres » encore plus loin du centre-ville. La réponse technique doit donc impérativement être accompagnée par des transformations de l'organisation sociale : maîtrise publique des sols pour éviter la spéculation, comme aux Pays-Bas, politiques publiques de transport qui ne se ruent pas immédiatement sur la création de nouvelles infrastructures, mais traitent le problème de la mobilité dans son ensemble. A cet égard, les décisions issues du Grenelle de l'environnement en France font malheureusement figure de contre-exemple.

Dans ce contexte, ce sont bien les politiques publiques qui sont la clé du changement. Selon l'étude du Cerphi, les Français ont besoin d'une demande de cohérence globale pour mobiliser leur potentiel de changement individuel. Autrement dit, les gens sont prêts à aller vers un développement durable, mais pas tout seuls. Et, selon Bernard Perret, « *c'est au politique d'assurer cette cohérence* ». Or, en ce domaine, les gouvernants ne font pas ce qu'ils disent. « *Demander aux politiques d'être cohérents est une action très subversive, a rappelé Philippe Meirieu. Socrate a bu la ciguë, car il a demandé aux dirigeants athéniens de faire ce qu'ils disaient.* »

La demande de cohérence est également de mise au niveau individuel. Cela passe d'abord par de l'information : mesurer son empreinte écologique, par exemple, ou bien avoir un indicateur de la consommation d'énergie chez soi pour mesurer l'impact de ses consommations d'énergie, avec mention des économies réalisées en euros, comme le propose Federico Casalegno, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Au final, dans un contexte de crise des repères, les Assises nationales du développement durable ont offert une vision, des priorités d'action politique et une méthode de changement. De quoi répondre à l'enjeu posé par Bernard Perret : « *Le projet de prospérité partagée qui faisait l'unité de notre société est mort. Mais on ne sait pas encore autour de quoi notre société va se réunifier.* » Et si c'était autour du développement durable ?

« **Mettre fin aux enfers fiscaux** », entretien avec Patrick Viveret, philosophe

Pourquoi s'attaquer aux paradis fiscaux ?

Les paradis fiscaux constituent le scandale public mondial par excellence, l'antithèse absolue de tout développement humain soutenable. Les termes mêmes sont piégés : je préfère parler d'« enfers fiscaux », parce qu'ils ne sont paradisiaques que pour leurs rares bénéficiaires. Du point de vue des citoyens et des acteurs publics, c'est un détournement massif de ressources qui pourraient être engagées dans l'éducation, la santé, l'écologie, le développement soutenable au sens large du terme. Lester Brown, dans son plan B mondial, avait évoqué la nécessité de trouver 173 milliards de dollars pour faire face aux enjeux du réchauffement climatique. Ce n'est pas grand-chose, quand on sait que les flux monétaires des paradis fiscaux représentent 11 000 milliards de dollars.

Comment lutter contre les paradis fiscaux ?

Tout le monde prétend s'y opposer, mais on nous dit toujours : « C'est impossible ». Pourtant, a priori, d'autres choses beaucoup plus difficiles et plus coûteuses à mettre en œuvre l'ont été : je pense au sauvetage du système bancaire international ou, pour prendre un terrain très proche des paradis fiscaux, à la lutte contre le dopage. Après tout, en plein Tour de France et alors que des équipes françaises allaient être directement victimes en termes d'image de la lutte contre le dopage, la France a été capable de lancer seule une initiative internationale qui est maintenant structurée et structurante dans le sport international. Pourquoi cela serait-il impossible pour les paradis fiscaux, alors qu'il suffirait que les grands Etats et les grandes entreprises cessent toute transaction avec quelque acteur que ce soit qui utilise leur médiation. La question cruciale est bien celle de l'hypocrisie.

Terre de liens : pour une gestion démocratique et solidaire du foncier agricole

« *La culture et le savoir-faire paysan constituent une richesse qu'il ne faut pas gaspiller* », estime Claude Kirchhoff, président de Terre de liens. Cette association a été créée à la fin des années 1990 en Rhône-Alpes par des mouvements d'éducation populaire, de la finance solidaire, de l'agriculture biologique et de la protection de l'environnement, préoccupés par

les problèmes d'accès au foncier rencontrés par les paysans. Face à la spéculation foncière, à l'artificialisation des sols et à la concentration des exploitations, Terre de liens a donc décidé de créer un outil financier favorisant un contrôle citoyen des usages de la terre par la propriété collective. Il s'agit d'une foncière chargée de collecter de l'épargne dite « solidaire » afin d'acquérir des biens immobiliers en milieu rural pour en assurer sur le long terme une gestion sociale et écologique. Avec cette particularité : l'épargne est tournante, chaque citoyen s'investissant un temps avant de laisser la place à un autre actionnaire. En octobre 2008, l'association a collecté 3 millions d'euros via un appel public à l'épargne. Ce qui lui a permis d'acquérir du foncier qu'elle loue ensuite à des agriculteurs qui lui présentent des projets respectueux de l'environnement. Au 31 décembre 2008, 14 projets dans toute la France étaient soutenus par Terre de liens.

Le développement durable, levier de transformation d'un territoire : le Technopôle Angus, à Montréal

Transformer une friche industrielle polluée pour en faire une vitrine du développement durable : c'est le pari qu'ont relevé les habitants d'un quartier de Montréal, au Québec. Aujourd'hui, au terme d'une longue mobilisation citoyenne, cette utopie s'est concrétisée. Le Technopôle Angus regroupe 464 entreprises et 1 200 emplois sur une surface de 4,5 hectares carrés. « *Nous nous sommes installés sur les ruines d'une ancienne usine ferroviaire*, explique Christian Yaccarini, PDG du Technopôle. *Dès les années 1960, Montréal a en effet été confrontée au déclin de son industrie ferroviaire, les activités ont commencé à s'installer en périphérie de la ville.* » L'usine Angus a fermé ses portes en 1992. Le propriétaire du site a voulu le reconverter en complexe résidentiel haut de gamme. « *Nous n'avons pas besoin de résidences, mais d'emplois, dans un quartier fortement marqué par le chômage* », se souvient Christian Yaccarini. Entre 1992 et 1994, la résistance au projet du promoteur s'organise, pour être finalement couronnée de succès : une partie du terrain a été cédée en 1995 à une société de développement, la SDA, créée par les habitants du quartier. Avec l'aide de la caisse d'économie solidaire Desjardins, le Technopôle commence à se structurer. L'accent est mis sur le développement durable, dans toutes ses dimensions. Environnementale, d'abord : les terres contaminées ne sont pas déplacées mais enfouies et traitées sur place, pour en garder la responsabilité juridique ; dix bâtiments écologiques sont construits et loués ; un plan de gestion intégré des déchets est mis en œuvre ; un plan transport vise à réduire la place de l'automobile via le développement de services tels que l'auto-partage et le covoiturage, la création d'aménagements divers pour les cyclistes et la réduction du nombre de places de stationnement. La dimension sociale du développement durable est également fortement présente : les embauches locales sont privilégiées et cinq entreprises d'insertion sont créées pour prendre en charge des activités générées par le site, telles que la restauration, l'entretien informatique, le ménage ou encore l'aménagement paysager. Enfin, la dimension économique n'est pas oubliée : le Technopôle met en œuvre une stratégie multisectorielle pour être moins dépendant d'un secteur d'activité en cas de crise et accueille sur son site des entreprises spécialisées dans les biotechnologies, les services financiers, l'environnement, le design, les technologies d'information, etc. Au final, comme le souligne Christian Yaccarini, « *le seul*

indicateur intéressant pour évaluer la réussite de ce projet, c'est le nombre d'emplois créés et le profil des personnes qui occupent ces emplois ».

Des monnaies régionales au service d'un développement soutenable

Pour l'économiste belge Bernard Lietaer, la crise financière s'explique en grande partie par le monopole du système monétaire. En effet, la théorie de la complexité a démontré que la viabilité d'un système dépend de l'équilibre qui est trouvé entre deux pôles : celui de l'efficacité, d'une part, et celui de la résilience (c'est-à-dire la capacité de rebondir, de surmonter un obstacle), d'autre part. Or ces deux pôles sont antagonistes : la résilience augmente avec la diversité et le nombre d'interconnexions, mais l'efficacité est meilleure dans un système monopolistique. Il existe néanmoins une fenêtre, assez étroite, dans laquelle un système peut être durable. Si le curseur penche trop en faveur de l'un ou de l'autre pôle, le système s'écroule. *« C'est exactement ce qui s'est passé dans le système monétaire. On a justifié le monopole d'une monnaie nationale sur la base de son efficacité pour la formation des prix et des échanges. Mais on a oublié la résilience offerte par la diversité monétaire et on a été bien au-delà de la fenêtre de viabilité. Le système monétaire n'est donc structurellement pas viable »*, explique Bernard Lietaer. La solution ? Développer des monnaies complémentaires, à l'échelle régionale, qui permettent de réaliser des échanges qui autrement n'auraient pas lieu. A l'image du wir, monnaie parallèle qui existe depuis les années 1930 en Suisse et qui est utilisée actuellement par plus de 60 000 entreprises. Cette monnaie est sans intérêt financier et fonctionne grâce à une mutualisation du crédit. Elle permet à ces entreprises de continuer à vendre des produits entre elles malgré l'étranglement du crédit par les banques. *« Cette approche a fait ses preuves, la stabilité du système économique suisse est d'ailleurs fortement liée à l'existence d'un système monétaire dual : à chaque fois qu'il y a une récession en Suisse, le volume des monnaies complémentaires augmente, tandis que lorsqu'il y a un boom dans l'économie normale, c'est l'inverse qui se passe »*, constate Bernard Lietaer. Avant d'ajouter : *« Cette crise est une opportunité pour reprendre en main notre destin monétaire, il est possible de faire de la monnaie un serviteur plutôt qu'un maître. »*

Un indicateur de bien-être construit par les citoyens

Depuis 2006, le Conseil de l'Europe anime, notamment à Mulhouse, au Trento (Italie) et à Timișoara (Roumanie), une démarche originale consistant à réunir quelques centaines de citoyens et à construire avec eux des indicateurs de progrès dans le bien-être. *« Le groupe de coordination local, constitué de représentants des différents secteurs de la société locale, commence par faire travailler ensemble des "groupes homogènes" de 8 à 10 personnes choisies par les associations locales partenaires de la démarche, raconte Samuel Thirion, en charge de cette politique au Conseil de l'Europe. Ces personnes discutent et produisent des critères de bien-être et de mal-être, au niveau individuel comme collectif. »* *« Tous les critères avancés par les citoyens sont retenus dans une synthèse inclusive qui sert de base à la*

construction des indicateurs, même s'il peut arriver que l'un de ces critères soit contraire aux valeurs du Conseil de l'Europe, comme, par exemple, l'absence d'étrangers », ajoute-t-il. Il ressort de ces premières expériences que, même dans un territoire moins riche comme celui de Timișoara, près de 80 % des critères de bien-être sont des éléments immatériels. Cette démarche permet de faire ressortir des indicateurs partagés qui servent ensuite à analyser la contribution des politiques publiques locales et des actions de la société civile au bien-être de tous et à développer des actions complémentaires dans une démarche de coresponsabilité. En 2009, une vingtaine de communes de Wallonie vont s'inscrire dans la même approche. Pour permettre à d'autres territoires de réaliser cette démarche de manière autonome, le Conseil de l'Europe a mis en ligne une méthode de travail.

Portrait de Vivian Labrie, ancienne porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

« Chercheuse, citoyenne et porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté de 1998 à 2006 », Vivian Labrie a du mal à parler d'elle et préfère raconter l'histoire du collectif. Car elle aime les histoires. Elle en fit même l'objet de sa thèse d'ethnologie dans les années 1970 : « On n'avait jamais demandé aux conteurs comment ils apprenaient, faisaient circuler leurs savoirs. » Avec eux, elle comprend que « la science institutionnelle ne suffit pas et qu'on a besoin du regard de la marge, de croiser les expertises si on veut bien comprendre ». Elle s'inscrit au Carrefour de pastorale en monde ouvrier, où elle rencontre des personnes en situation de pauvreté. Ensemble, elles demandent en 1997 une réforme de l'aide sociale. Le collectif se crée l'année suivante et rassemble syndicats, associations, groupes d'éducation populaire et personnes en situation de pauvreté. Ils provoquent un débat avec des ministres. Le produit intérieur doux, qui comptabilise « les richesses produites qui ne passent pas par un échange d'argent », naît, relayé en France par Patrick Viveret. Ils proposent une loi pour lutter contre la pauvreté, adoptée en 2002. Puis l'Etat québécois se dote d'un centre d'études sur la pauvreté, que la chercheuse intègre en 2006.

Témoignage de Christine Viron, directrice développement durable et relations extérieures de Botanic, chaîne de jardinage.

« Nous avons rapidement compris que nous ne pourrions pas être légitimes dans notre politique de développement durable en continuant à vendre des engrais et des pesticides chimiques. Nous avons donc formé nos salariés, déformés plus que formés sur ces sujets dans les écoles d'horticulture, pour qu'ils apprennent la philosophie et les pratiques du jardinage écologique. Nous avons également travaillé à faire évoluer l'offre de nos fournisseurs conventionnels, car celle des fournisseurs de solutions naturelles historiques était trop limitée et notre objectif était bien de changer les pratiques de la filière dans son ensemble. Nous avons certainement perdu du chiffre d'affaires, car certains clients ont des habitudes ancrées, mais globalement nous constatons que les citoyens sont prêts au changement et, par ailleurs, cette décision a été l'acte fondateur d'un nouveau positionnement de l'enseigne, et donc une

opportunité de renforcer notre différenciation. Je pense que si notre entreprise était cotée en Bourse, nous n'aurions pas pu aller aussi loin aussi vite, car notre démarche s'inscrit dans une visée de moyen terme. Maintenant, notre objectif est de devenir une chaîne alternative de produits naturels, écologiques et biologiques, pour le jardin bien sûr, mais aussi la personne, la maison et les animaux. Toutes les chaînes de jardinage cherchent des relais de croissance. Elles le trouvent souvent dans la décoration. Nous, nous le trouvons dans le bio et les produits naturels... C'est un relais de croissance qui nous permet d'évoluer vers une consommation plus utile. »

Phrases entendues

« L'indicateur politique principal devrait être le nombre de personnes ne pouvant pas vivre dignement dans la société. » **Vivian Labrie**, ancienne porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

« Changer de cap, c'est accepter une parcelle de changement dans nos libertés individuelles, en fonction du bien collectif. C'est un investissement pour demain. » **Anne Le Strat**, directrice Eau de Paris, adjointe au maire de Paris

« Notre ressource la plus rare est le temps. Nous ne savons pas de combien de temps nous disposons et nous ne savons pas quand ont lieu les seuils de basculement, les points de non-retour. La nature est la gardienne du temps et nous ne pouvons pas voir l'horloge. » **Lester Brown**, directeur de l'Earth Policy Institute

« Notre héritage n'est précédé d'aucun testament. » René Char cité par **Serge Dorny**, directeur de l'opéra de Lyon

« On nous dit que la technique va nous sauver. Mais le Titanic était le fleuron de la technologie de l'époque. » **Claude Lorius**, glaciologue, directeur de recherche émérite au CNRS

« Nous sommes passés d'une société où ce qui était considéré comme ayant de la valeur n'avait pas de prix à une société où ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Ce retournement est au cœur de notre crise » – « Nous revendiquons le droit à compter autrement et le droit à ne pas compter. » **Patrick Viveret**, philosophe

« La crise climatique a changé l'imaginaire environnemental. La crise financière a changé l'imaginaire économique. » **Stéphane Rozès**, directeur de CSA

« Personne ne manifeste dans la rue contre l'argent donné aux banques. » **Susan George**, présidente du Transnational Institute

« Etre en situation de pauvreté, c'est comme être en bas d'un escalier roulant qui descend. Plutôt que de demander à chacun de remonter cet escalier qui descend, les pouvoirs publics devraient s'occuper de l'escalier. » **Vivian Labrie**, ancienne porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

« *Les libéraux défendent la théorie du ruissellement : la consommation des riches crée des emplois qui profitent aux pauvres. Mais quand les limites de la planète sont atteintes, on passe à un effet de captation : ce que les riches ont consommé, les pauvres ne le consommeront plus.* » **Jean Aubin, chercheur, membre du réseau Pekea**

« *Nous devons créer des taxes mondiales. Car les taxes sont les éléments clés de la démocratie et de la solidarité. Les sociétés où les taxes sont les plus élevées sont aussi les plus démocratiques et les plus solidaires.* » **Ricardo Petrella, économiste et politologue**

« *Nous sommes entrés dans l'anthropocène. Le comportement de l'homme est le principal déterminant de l'évolution de l'écosystème Terre. Nous allons devoir gérer des choses que nous n'avons jamais gérées comme le climat, le niveau des mers...* » **Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institute**

« *On est plus responsable lorsque l'on construit des alliances entre les forces sociales et les forces écologiques que lorsque l'on change ses ampoules.* » **Susan George, présidente du Transnational Institute**

« *Face à l'éclatement des marchés financiers, nous avons besoin d'une autre approche de l'économie. L'argent n'est plus un simple moyen d'échange mais est devenu une fin en soi. Il faut renouer avec des placements à l'abri de la tourmente financière et qui abritent les gens.* » **Bernard Devert, président fondateur d'Habitat et humanisme**

« *La biodiversité est une catastrophe muette, on n'arrive pas à sensibiliser les gens au problème.* » **Robin Miège, chef de l'unité développement durable et analyses économiques à la direction générale Environnement de la Commission européenne**

Quelques chiffres pour l'action

« *Ce dont nous avons réellement besoin est de réduire de **80 %** nos émissions de CO₂ d'ici 2020, les politiques nous disent que cela sera possible d'ici 2050...* » **Lester Brown**

En cas de conflit entre la défense de l'emploi et la protection de l'environnement, **42 %** des Français pensent que l'emploi doit être prioritaire sur l'environnement, et **23 %** pensent le contraire (Ipsos, 2008).

Malgré le protocole de Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record en 2007, en augmentation de **1,06 %** par rapport à 2006.